



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation et des élections
Section procédures environnementales

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

N° DCL-BRENV-2025- 251-1

Société Aperam Stainless France

Siège administratif :

SIRET : 50165161600069

6 rue André Campra

93210 Saint-Denis

Site d'exploitation :

SIRET : 50165161600051

AOIT : 0005401144

4 place des Forges

71130 Gueugnon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment le livre II et le titre I^{er} du livre V ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-02759 du 17 juillet 2007, modifié, d'exploiter une tôle industrielle comprenant des installations de laminage et traitements (thermiques et chimiques)

196 rue de Strasbourg

71021 MACON CEDEX 9

Tél : 03 85 21 81 00

mail : pref-proc-env@saone-et-loire.gouv.fr

de bobines d'acier inoxydable délivré à la société Ugine & ALZ à Gueugnon, portée au bénéfice de la société Aperam Stainless France le 29 novembre 2012 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09-05415 du 30 novembre 2009 relatif au suivi des substances mesurées dans les rejets aqueux de l'établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015103-0003 du 13 avril 2015 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013220-0016 du 8 août 2013 concernant la situation administrative du site ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2020 prescrivant à la société Aperam Stainless France des mesures complémentaires visant la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi que la limitation des rejets polluants ;

Vu l'arrêté préfectoral cadre du 2 août 2024 portant sur les mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage dans le département de Saône-et-Loire hors zone d'alerte « Saône aval » ;

Vu le rapport d'inspection du 2 mai 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 22 juillet 2025 ;

Vu l'absence d'observation du demandeur sur ce projet ;

Considérant que l'entrée en application de l'arrêté « RSDE » du 24 août 2017 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site exploité par la société Aperam Stainless France sur le territoire de la commune de Gueugnon ;

Considérant que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

Considérant que la compatibilité milieu a été déterminée à partir du QMNA5 de l'Arroux (milieu récepteur) à la station de mesure de Rigny-sur-Arroux, égal à 1 220 l/s au 21 février 2025 ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant de ce qui précède qu'il y a lieu de fixer nouvelles prescriptions ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever de l'eau pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource qui, dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que les circonstances locales existantes sur le périmètre du site exploité par la société Aperam Stainless France sur le territoire de la commune de Gueugnon nécessitent des objectifs de réduction différents de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 tenant notamment compte de l'état de l'Arroux ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé prévoit que « l'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4. » ;

Considérant que l'article 7 de l'arrêté préfectoral cadre du 2 août 2024 susvisé prévoit que « en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, les ICPE entrant dans le champ d'application du présent arrêté cadre sont soumises à ses dispositions valant adaptation des dispositions de l'arrêté ministériel susvisé compte tenu des circonstances locales » ;

Considérant que l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral cadre du 2 août 2024 susvisé prévoit que « pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront » ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée au travers d'un arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 susvisé prévoit que l'exploitant doit tenir à jour un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts ;

Considérant les désordres causés par la méconnaissance de l'implantation et de l'intégrité des réseaux enterrés ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire un diagnostic complet portant sur l'implantation, l'intégrité et la fonction de l'ensemble des réseaux des effluents aqueux ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - Bénéficiaire et portée de la décision

La société Aperam Stainless France, dont le siège social est situé 6 rue André Campra à Saint-Denis, autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Gueugnon, une tôlerie industrielle comprenant des installations de laminage et traitements (thermiques et chimiques) de bobines d'acier inoxydable, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre d'autres actes antérieurs non abrogées.

Article 2 - Mesures destinées à rationaliser le prélèvement et la consommation de l'eau et à améliorer la prévention de pollution

L'exploitant réalise un diagnostic exhaustif de l'ensemble des réseaux enterrés dédiés au transport et traitement des effluents aqueux. Ce diagnostic a pour objectifs d'évaluer l'intégrité de ces réseaux et de les localiser précisément au moyen d'un ou plusieurs plans d'implantation.

Le rapport issu de ce diagnostic est assorti d'un plan d'action en vue de leur modernisation. Celui-ci intègre notamment une étude sur la récupération des eaux pluviales ainsi qu'une analyse sur l'optimisation de la gestion des eaux collectées dans les cuvettes de rétention et autres dispositifs de confinement. L'ensemble de ces éléments est transmis à l'inspection des installations classées avant le 15 décembre 2026.

Article 3 - Mesures destinées à renforcer la qualité de l'eau et mesures de restriction en période de sécheresse

En application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé et de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral cadre du 2 août 2024, le site exploité par la société Aperam Stainless France, sur le territoire de la commune de Gueugnon est soumis aux dispositions du présent arrêté préfectoral valant adaptation des dispositions de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral cadre susmentionnés compte tenu des circonstances locales. Ces adaptations portent sur les objectifs de réduction remplacés par ceux fixés à l'article 4.4 du présent arrêté. Les principes d'exemption de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral cadre susmentionnés ne sont pas applicables.

Les dispositions du titre 4 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 et les dispositions de l'arrêté préfectoral n°DCL/BRENV/202-164-1 du 12 juin 2020 susvisés sont abrogées et remplacées par les articles suivants et ainsi rédigés :

« CHAPITRE I - DÉFINITIONS

« Article 4.1 – Définitions

« Au titre du présent titre on entend par :

« QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.

« QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.

« $\Delta Q_{p/r}$: Différence entre le débit prélevé dans l'Arroux et le débit restitué. Ces débits sont calculés sur l'ensemble des points de prélèvements et de rejets dans la rivière.

« ΔQ_p : Différence entre le débit de l'Arroux à la station hydrologique de Rigny-sur-Arroux (code station K1341810) et le débit restitué dans l'Arroux prenant en compte l'ensemble des points de rejet.

« Qm3J-N : minimum des débits moyens sur 3 jours consécutifs (l'ex VCN3), relevé à la station hydrologique de Rigny-sur-Arroux (code station K1341810).

« Zone de mélange : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau.

« Les définitions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 sont également applicables.

« CHAPITRE II - Prélèvements et consommation d'eau

« Article 4.2. – Origine de la ressource

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement (degrés décimaux)
Eau de surface	L'Arroux depuis Gueugnon jusqu'à la confluence avec la Loire	FRGR0184b	46.60889° N 4.064724° E

« L'eau du réseau public est utilisée à des fins sanitaires. Son volume de prélèvement annuel est limité à 82 000 m³.

« Article 4.3.- Réglementation des approvisionnements en eau hors période de sécheresse

« Les prélèvements d'eau dans l'Arroux, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Débits maximums		Prélèvement maximal
Instantané	En moyenne mensuelle (m ³ /j)	Annuel
550 l/s	600 m ³ /h	900 000 m ³

« Les volumes d'eau acheminés via le canal de dérivation vers le point de rejet n° 8 sont également intégrés dans le comptage.

« Article 4.4 - Réglementation des approvisionnements en eau en période de sécheresse

« 4.4.1 Mesures de restrictions

Dispositions à prendre selon le niveau de restriction		
Alerte	Alerte renforcée	Crise
<p>Information du personnel du passage des seuils de sécheresse, sensibilisation du personnel, affichage de consignes spécifiques rappelant au personnel les règles à respecter pour éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelles.</p> <p>Suivi de la consommation générale en eau (château d'eau) 1 fois/jour du lundi au vendredi et du niveau (cm) dans la bache du château d'eau, via la GTC (Gestion Technique Centralisée).</p> <p>Interdiction de laver les véhicules et d'arroser les pelouses, tout comme interdiction de laver à grande eau les sols, parking, ateliers sauf pour raison de sécurité et/ou salubrité.</p> <p>Limitation des essais périodiques des moyens d'extinction incendie et des tests d'étanchéité.</p> <p>Relevés hebdomadaires de chaque point de comptage par l'intermédiaire de la GTC.</p>		
	En cas d'absence de surverse au-dessus du barrage construit au droit du site et exploité par la société APERAM, des adaptations de production voire des arrêts d'outil, planifiés en accord avec la supply chain et la demande client, seront entreprises : passage en four froid, décalage de production des différents outils, etc.	
		Arrêt des prélèvements sur décision préfectorale

Dispositions à prendre selon la valeur du Qm3J-N de l'Arroux à la station hydrologique (code station K1341810) de Rigny-sur-Arroux (m³/s)
Prélèvement instantané (en l/s) < 25 % Qm3J-N
$\Delta Qp/r$ (en l/s) < 25 % du prélèvement (en l/s)

« Quel que soit le niveau de restriction, le fonctionnement de la passe à poisson est assuré.

« 4.4.2 Tenue à disposition de documents

« L'exploitant tient à jour un dossier justifiant du respect des dispositions de l'article 4.4.1. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

« L'exploitant tient à jour un registre de ses opérations d'entretien et de surveillance de la passe à poissons, tenu à la disposition de la police de l'eau et de l'inspection des installations classées, indiquant les opérations réalisées, les durées de fermeture de la passe à poissons et les hauteurs de passage de l'Arroux au travers de cet ouvrage en phases d'alerte, alerte renforcée et crise.

« L'exploitant tient également à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments mentionnés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susmentionné.

« Les ouvrages de prélèvements dans l'Arroux sont composés des éléments suivants :

- un barrage ayant les caractéristiques suivantes :
 - largeur déversante : 85 m ;
 - côte de déversement : 242,20 mètres NGF ;
 - hauteur de chute : 2,60 m environ ;
- une passe à poissons assurant la circulation des poissons migrateurs maintenue en état et entretenue autant que de besoin et au minimum une fois tous les 15 jours ;
- un canal de dérivation allant jusqu'au rejet 8 ;
- un système de pompage ayant les caractéristiques suivantes :

Caractéristiques du pompage	Données
Débit d'exploitation	600 m³/h
Régime d'exploitation	En continu
Caractéristiques des pompes : <ul style="list-style-type: none"> – pompe 1 : – pompe 2 : – pompe 3 : – pompe 4 : 	diamètre 250, débit 600 m³/h ; diamètre 250, débit 600 m³/h ; diamètre 250, débit 300 m³/h ; diamètre 250, débit 420 m³/h.
Programme de suivi	Dispositif de mesure totalisateur des prélèvements
Capacité de stockage de l'eau pompée (château d'eau)	400 m³

« Article 4.6 – Protection des réseaux d'eau potable et des milieux protecteurs

« Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

« **CHAPITRE III – COLLECTE DES EFFLUENTS**

« Article 4.7 – Dispositions générales

« Tous les effluents aqueux sont canalisés.

« Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

« La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autre que celles résultant du rassemblement

des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

« Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

« Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu récepteur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé, avant dilution.

« À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

« Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

« Article 4.8 – Identification des effluents »

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories des effluents suivants :

- les eaux usées d'origine domestique, désignées « ED » ;
- les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation désignées « EP » ;
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et systèmes de confinement désignées « EC » ;
- les eaux résiduaires d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, désignées « EU ». Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

« Article 4.9 – Plan des réseaux »

« Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

« Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

« Article 4.10 – Gestion des ouvrages »

« La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents brute (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

« Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

« Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

« Article 4.11 – Entretien et conduite des installations de traitement et de collecte

« Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

« L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

« Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes ou en galerie visitable. Les canalisations en galerie visitable font l'objet d'un contrôle périodique et sont recensés. Sauf exceptions faisant l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées avec tous les éléments justificatifs, toutes les nouvelles canalisations seront aériennes.

« Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

« La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

« Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

« Article 4.12 – Protection des réseaux internes à l'établissement

« Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

« a) Protection contre des risques spécifiques

« Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

« b) Isolement avec les milieux

« Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

« CHAPITRE IV – REJET DES EFFLUENTS

« Article 4.13 – Localisation des points de rejet

« a) Repères externes

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Rejet 4	Rejet 7	Rejet 8
	Coordonnées en degrés décimaux	46.604503° N 4.068068° E	46.601565° N 4.066118° E	46.601629° N 4.063321° E
Nature des effluents		Eaux de procédé issues de la station de traitement TE02 et de la station de traitement des huiles TH02, eaux pluviales de toitures et de voiries, eaux de purge des tours aéroréfrigérantes, eaux traitées sur fosse septique, eaux de ruissellement de l'ancien crassier du site.	Eaux pluviales de toitures et de voiries, eaux de purge des tours aéroréfrigérantes, eaux traitées sur fosse septique.	Eaux pluviales de toitures et de voiries, eaux de purge des tours aéroréfrigérantes et des générateurs de vapeur, eaux traitées sur fosse septique, eaux venant de la rivière (ancien canal du site).

Réseau de collecte et traitement (si existant)		<p>Les effluents proviennent des outils de type recuit décapage RD79 et RD10 et des eaux issues des lignes de type recuit brillant RB06, RB08 et RB11 (dégraissage).</p> <p>Ils transitent par la station de traitement TE02 (traitement physico-chimique).</p> <p>Le point de rejet 4, précédé de plusieurs bassins de décantation, collecte aussi une partie importante des eaux pluviales du site, via le réseau d'égouts, ce qui dilue le cas échéant les effluents en provenance de la TE02.</p>	Collecte dans le réseau d'égout, puis dans le bassin de décantation, pas de traitement.	Collecte dans réseau d'égout, pas de traitement.
Type de rejet en sortie du site		Rejet canalisé directement dans un cours d'eau.	Rejet canalisé directement dans un cours d'eau.	Rejet canalisé directement dans un cours d'eau.
Cours d'eau final	Code masse d'eau (SANDRE)	GR0184B	GR0184B	GR0184B
	Nom masse d'eau	L'Arroux depuis Gueugnon jusqu'à la confluence avec la Loire.	L'Arroux depuis Gueugnon jusqu'à la confluence avec la Loire.	L'Arroux depuis Gueugnon jusqu'à la confluence avec la Loire.
	Coordonnées en degrés décimaux	46.604503° N 4.068068° E	46.601565° N 4.066118° E	46.600398° N 4.064055° E

« L'exploitant peut trouver le QMNA5 sur le site suivant : <https://www.hydro.eaufrance.fr/>. S'il n'est pas disponible, il s'adresse à l'inspection des installations classées.

« En cas d'évolution du QMNA5 de plus de 10 % à la baisse, l'exploitant ré-évalue la compatibilité des flux de polluants rejetés avec la préservation de la qualité du milieu récepteur rejetés afin de s'assurer qu'ils ne sont pas susceptibles de dégrader le milieu.

« Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans ce tableau, direct ou indirect vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface est interdit.

« b) Repères internes

« Les repères internes à l'établissement présentent les caractéristiques suivantes :

Nom du repère interne	Rejet 1
Coordonnées ou autre repérage	Sortie de la station d'épuration interne 46.609167° N, 4.064167° E
Nature des effluents	<ul style="list-style-type: none"> - Eaux de procédé et de rinçage issues de l'activité de traitement de surface. - Bains de décapage (HCl, HF, Na₂SO₄). - Eaux traitées issues de la station de traitement des huiles. - Eaux de procédé non spécifiées par ailleurs. - Eaux pluviales des rétentions des dépotages d'acides ainsi que les eaux de lavage de fin de dépotages. - Eaux pluviales provenant de l'ancien crassier.
Débit maximal journalier (m ³ /j)	3000
Débit maximal mensuel (m ³ /j)	2500
Exutoire du repère interne	Réseau interne à l'établissement puis canalisé jusqu'au rejet 4.
Traitement avant rejet	Traitement physico-chimique.

« Article 4.14 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

« a) Conception

« Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité Immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

« En d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

« b) Aménagement et équipements de mesure

« Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

« Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

« Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

« Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.

« CHAPITRE IV – VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

« Article 4.15 – Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

« Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

« Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : 30 °C,
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

« Article 4.16 – Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel

« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

« Référence du rejet vers le milieu récepteur : R4

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Autosurveillance
pH	1 302	6 – 8,5	Mesure continue et moyenne journalière
Température	1 301	30 °C	
Débit	1 552	4 500 m³/j	

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Autosurveillance
MES	1 305	30	Mesure hebdomadaire portant sur un échantillon constitué par 7 prélèvements moyens journaliers
DBO5	1 313	30	
DCO	1 314	125	
Azote global	1 551	30	Mesure mensuelle portant sur un échantillon moyen représentatif constitué de prélèvements journaliers
Phosphore total	1 350	10	
Nitrites	1 339	5	
Indice hydrocarbure ⁽¹⁾	7 007	5	
AOX ⁽¹⁾	1 106	1	
Ions fluorure ⁽¹⁾	7 073	15	
Cyanures libres	1 084	0,100	
Indice cyanures totaux	1 390	0,100	
Argent*	1 368	0,500	
Aluminium ⁽¹⁾	1 370	5	
Cadmium	1 388	0,025	
Chrome VI ⁽²⁾	1 371	0,100	Mesure quotidienne sur un échantillon moyen constitué sur une période de 24 heures
Chrome III ⁽²⁾	5 871	1,500	Mesure hebdomadaire portant sur un échantillon constitué par les 7 prélèvements moyens journaliers
Chrome total ⁽²⁾	1 389	0,500	
Cuivre	1 392	0,200	
Fer ⁽¹⁾	1 393	5	
Plomb	1 382	0,400	
Nickel	1 382	2	
Étain ⁽¹⁾	1 380	2	
Arsenic	1 369	0,100	
Zinc	1 383	2	
Manganèse	1 394	1	
Indice phénol	1 440	0,300	
Hydrocarbures totaux ⁽¹⁾	7 009	10	
Chloroforme/Trichlorométhane ⁽³⁾	1 135	0,250	
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) ⁽³⁾	6 616	0,025	
Benzène ⁽³⁾	1 114	0,050	
1,2-Dichloroéthane ⁽³⁾	1 161	0,025	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ⁽³⁾	7 088	0,025	
Benzo(a)pyrène ⁽³⁾	1 115		
Benzo(b)fluoranthène ⁽³⁾	1 116		
Benzo(k)fluoranthène ⁽³⁾	1 117		
Benzo(g,h,i)perylène ⁽³⁾	1 118		
Indeno(1,2,3-cd)pyrène ⁽³⁾	1 204		

* Possibilité de ne pas encadrer cette substance si le flux déclenchant la VLE n'est pas dépassé et les résultats de mesure d'ici 6 mois sont tous inférieurs à la NQE ou à la LQ (avec un flux évalué à partir de la LQ inférieur ou à peu près égal à 1 % du flux admissible)

(1) Absence de NQE pour ce paramètre.

(2) Pour le chrome et ses composés, la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur sera vérifiée au regard du chrome total (le paramètre « chrome total (code SANDRE : 1389) possède une NQE ; en revanche, il n'en existe pas pour les composés « chrome trivalent (Cr III) » et « chrome hexavalent (Cr VI) »).

(3) En cas d'analyse démontrant l'absence de la substance dans les rejets et sur accord de l'inspection, la surveillance pourra être arrêtée après un an de surveillance.

« Référence du rejet vers le milieu récepteur : R7

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Autosurveillance
pH	1 302	6 – 8,5	Mesure continue et moyenne journalière
Température	1 301	30 °C	
Débit	1 552	150 m ³ /j	

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Autosurveillance
MES	1 305	30	Mesure mensuelle portant sur un échantillon moyen représentatif constitué de prélèvements journaliers
DBO5	1 313	100	
DCO	1 314	125	
Azote global	1 551	15	
Phosphore total	1 350	10	
AOX ⁽¹⁾	1 106	1	
Ions fluorure ⁽¹⁾	7 073	15	
Indice cyanures totaux	1 390	0,100	
Fer et Aluminium ⁽¹⁾	7 714	3	
Cadmium	1 388	0,025	Mesure annuelle sur un échantillon ponctuel prélevé sur une durée de 24 heures
Chrome VI ⁽²⁾	1 371	0,050	Mesure mensuelle portant sur un échantillon moyen représentatif constitué de prélèvements journaliers
Chrome III ⁽²⁾	5 871	0,050	
Chrome total ⁽²⁾	1 389	0,100	
Cuivre	1 392	0,002	
Plomb	1 382	0,400	
Nickel	1 382	0,2	
Étain ⁽¹⁾	1 380	0,1	
Arsenic	1 369	0,025	Mesure annuelle sur un échantillon ponctuel prélevé sur une durée de 24 heures
Zinc	1 383	0,800	Mesure mensuelle portant sur un échantillon moyen représentatif constitué de prélèvements journaliers
Manganèse	1 394	1	
Indice phénol	1 440	0,300	
Hydrocarbures totaux ⁽¹⁾	7 009	10	
Chloroforme/Trichlorométhane ⁽³⁾	1 135	0,050	Mesure trimestrielle sur un échantillon ponctuel prélevé sur une durée de 24 heures
Trichlorobenzènes ⁽³⁾	1 174	0,025	Mesure mensuelle portant sur un échantillon moyen représentatif constitué de prélèvements journaliers
Tributylphosphate ⁽¹⁾⁽⁴⁾	1847	0,0820	Mesure annuelle sur un échantillon ponctuel prélevé sur une durée de 24 heures

(1) Absence de NQE pour ce paramètre.

(2) Pour le chrome et ses composés, la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur sera vérifiée au regard du chrome total (le paramètre « chrome total (code SANDRE : 1389) possède une NQE ; en revanche, il n'en existe pas pour les composés « chrome trivalent (Cr III) » et « chrome hexavalent (Cr VI) »).

(3) En cas d'analyse démontrant l'absence de la substance dans les rejets et sur accord de l'inspection, la surveillance pourra être arrêtée après un an de surveillance

(4) En cas d'analyse démontrant l'absence de la substance dans les rejets et sur accord de l'inspection, la surveillance pourra être arrêtée après 3 mesures

« Référence du rejet vers le milieu récepteur : R8

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Autosurveillance
pH	1 302	6 – 8,5	Mesure continue et moyenne journalière
Température	1 301	30 °C	
Débit	1 552	700 m³/j	

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Autosurveillance
MES	1 305	30	Mesure mensuelle portant sur un échantillon moyen représentatif constitué de prélèvements journaliers
DBO5	1 313	100	
DCO	1 314	125	
Azote global	1 551	15	
Phosphore total	1 350	10	
AOX ⁽¹⁾	1 106	1	
Ions fluorure ⁽¹⁾	7 073	15	
Indice cyanures totaux	1 390	0,100	
Fer + Aluminium ⁽¹⁾	7 714	3	
Cadmium	1 388	0,025	
Chrome VI ⁽²⁾	1 371	0,050	
Chrome III ⁽²⁾	5 871	0,100	
Chrome total ⁽²⁾	1 389	0,100	
Cuivre	1 392	0,002	
Plomb	1 382	0,400	
Nickel	1 382	0,2	
Étain ⁽¹⁾	1 380	0,1	
Arsenic	1 369	0,025	Mesure annuelle sur un échantillon ponctuel prélevé sur une durée de 24 heures
Zinc	1 383	0,800	Mesure mensuelle portant sur un échantillon moyen représentatif constitué de prélèvements journaliers
Manganèse	1 394	1	
Indice phénol	1 440	0,300	
Hydrocarbures totaux ⁽¹⁾	7 009	10	
1,2-Dichloroéthane ⁽³⁾	1 161	0,025	
Trichlorobenzènes ⁽³⁾	1 174	0,025	Mesure annuelle sur un échantillon ponctuel prélevé sur une durée de 24 heures
Tributylphosphate ^{(1) (4)}	1847	0,0820	

(1) Absence de NQE pour ce paramètre.

(2) Pour le chrome et ses composés, la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur sera vérifiée au regard du chrome total (le paramètre « chrome total (code SANDRE : 1389) possède une NQE ; en revanche, il n'en existe pas pour les composés « chrome trivalent (Cr III) » et « chrome hexavalent (Cr VI) »).

(3) En cas d'analyse démontrant l'absence de la substance dans les rejets et sur accord de l'inspection, la surveillance pourra être arrêtée après un an de surveillance.

(4) En cas d'analyse démontrant l'absence de la substance dans les rejets et sur accord de l'inspection, la surveillance pourra être arrêtée après 3 mesures

« Référence du rejet vers le milieu récepteur : R4, R7 et R8

Nom de la substance	Code SANDRE	Flux maximal journalier (g/j)
MES	1 305	83 950
DBO5	1 313	117 000
DCO	1 314	452 000
Azote global	1 551	56 980
Phosphore total	1 350	4 500
Nitrites	1 339	10 615
Indice hydrocarbure ⁽¹⁾	7 007	4900
AOX ⁽¹⁾	1 106	4 965
Ions fluorure ⁽¹⁾	7 073	74 475
Cyanures libres	1 084	450
Indice cyanures totaux	1 390	550
Argent*	1 368	2 250
Aluminium ⁽¹⁾	1 370	5 000
Fer + Aluminium ⁽¹⁾	7 714	5 000
Cadmium	1 388	1
Chrome VI ⁽²⁾	1 371	50
Chrome III ⁽²⁾	5 871	250
Chrome total ⁽²⁾	1 389	250
Cuivre	1 392	11
Fer ⁽¹⁾	1 393	5 000
Plomb	1 382	7
Nickel	1 382	335
Étain ⁽¹⁾	1 380	90
Arsenic	1 369	38
Zinc	1 383	310
Manganèse	1 394	2 465
Indice phénol	1 440	240
Hydrocarbures totaux ⁽¹⁾	7 009	14 650
Chloroforme/Trichlorométhane	1 135	29
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6 616	15,75
Benzène	1 114	118
1,2-Dichloroéthane	1 161	122
Trichlorobenzènes	1 174	3
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7 088	0,0018 pour chacune des 6 substances
Benzo(a)pyrène	1 115	
Benzo(b)fluoranthène	1 116	
Benzo(k)fluoranthène	1 117	
Benzo(g,h,i)perylène	1 118	
Indeno(1,2,3-cd)pyrène	1 204	
Tributylphosphate ⁽¹⁾	1847	24,6

* Possibilité de ne pas encadrer cette substance si le flux déclenchant la VLE n'est pas dépassé et les résultats de mesure d'ici 6 mois sont tous inférieurs à la NQE ou à la LQ (avec un flux évalué à partir de la LQ inférieur ou à peu près égal à 1 % du flux admissible)

« Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la plus petite des deux valeurs suivantes (lorsqu'elles existent) :

- la norme de qualité environnementale (cas des substances chimiques) ;
- la valeur de concentration correspondant à la classe d'état « bon état ».

« Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

« Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

« Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

« Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

« L'exploitant est responsable du dimensionnement de la zone de mélange associée à son ou ses points de rejets.

« Dispositions complémentaires en épisodes de sécheresse

« Dès le niveau de gravité « alerte », l'exploitant assure une mise à jour hebdomadaire du fichier de suivi des rejets.

« En niveau d'alerte « alerte renforcée » et « crise », les rejets d'effluents aqueux dans le milieu naturel respectent les dispositions suivantes.

Dispositions à prendre en cas de niveau de restriction « alerte renforcée » et « crise »	
Les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées.	
L'exploitant vérifie le bon fonctionnement des équipements suivants :	
<ul style="list-style-type: none"> • pompe de relevage des bassins déportés A et B, • mesure de niveaux avec alerte, ligne de traitement, • station de traitement TE02, • pompes du rejet 3. 	
Arrêt immédiat de la station de traitement TE02 si celle-ci s'avère défectueuse.	
Adaptation de la production en cas d'écart majeur affectant l'acceptabilité d'un des polluants ciblés ci-dessus par le milieu récepteur.	

« En niveau d'alerte « alerte renforcée » et « crise », l'exploitant assure une autosurveillance des paramètres suivants :

Paramètres dont la surveillance est renforcée en cas de niveau de restriction « alerte renforcée » et « crise »		Fréquence	
		Alerte renforcée	Crise
Point de rejet n° 4	Fluorures, nitrites, azote global, phosphates, demande chimique en oxygène, halogènes adsorbables organiquement liés, tributylphosphates	Bimensuel	Hebdomadaire
Points de rejet n° 7 et 8	Fluorures, nitrites, azote global, phosphates, demande chimique en oxygène, halogènes adsorbables organiquement liés, indice hydrocarbures, aluminium, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, fer, nickel, plomb, étain, zinc		

« L'exploitant tient à jour un dossier justifiant du respect des présentes dispositions. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Article 4.16 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EC) »

« Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

« Article 4.17 - Eaux pluviales (EP) »

« Une estimation mensuelle du débit des eaux pluviales retrouvées dans les rejets doit être réalisée et tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme effectuant le contrôle des rejets. »

Article 5 – Abrogation

L'arrêté préfectoral DCL/BRENV/2020-164-1 portant modifications de l'autorisation environnementale du 12 juin 2020 est abrogé.

Article 6 – Publication et notification

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société Aperam, dont le siège social est situé à Saint-Denis (93210), 6 rue André Campra.

Article 7 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le chef de l'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Mâcon, le

08 SEP. 2025

Le préfet

Pour le préfet
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

2505 972 8 0